

Syndicat BIL TA GARBI

MARCHE PUBLIC GLOBAL DE PERFORMANCE POUR LA CONCEPTION ET LA REALISATION DES TRAVAUX DE MODERNISATION – L'EXPLOITATION – LA MAINTENANCE DE L'UVEOR DU POLE CANOPIA

Pièce n°0 : Règlement de Consultation

N° de marché : 2026-02

*Date limite de réception des candidatures : **20 février 2026 à 12H00***

*Date limite de réception des offres initiales : fixée ultérieurement par le pouvoir adjudicateur – date prévisionnelle : **27 mai 2026 à 12H00***

*Date limite de réception des offres finales : fixée ultérieurement par le pouvoir adjudicateur – date prévisionnelle : **Février 2027***



SYNDICAT MIXTE BIL TA GARBI

7, rue Joseph Latxague BP28555 64 185 BAYONNE CEDEX – Tél. : 05.59.44.26.44
Courriel : contact@biltagarbi.fr

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
1.1 Contexte	3
1.2 Nature et objet du marché	3
1.3 Décomposition en tranches	4
1.4 Durée du marché – Reconduction	4
1.5 Marché réservé	5
1.6 Modalités essentielles de financement et de paiement	5
1.7 Conditions particulières d'exécution	5
ARTICLE 2. ORGANISATION DE LA CONSULTATION.....	6
2.1 Contenu du dossier de consultation	6
2.2 Procédure mise en œuvre	9
2.3 Mode de dévolution	9
2.4 Indemnisation des candidats	10
2.5 Achats complémentaires et/ou similaires	11
2.6 Délai de validité des offres	11
ARTICLE 3. SELECTION DES CANDIDATS ADMIS A REMETTRE UNE OFFRE	11
3.1 Visite des lieux d'exécution en phase de candidatures	11
3.2 Présentation des candidatures	11
3.3 Jugement des candidatures	13
3.4 Variantes	13
ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	13
4.1 Nature des communications et échanges d'informations avec les candidats	13
4.2 Conditions générales d'envoi ou de remise des candidatures et des offres	14
4.3 Conditions d'envoi par transmission électronique	14
4.4 Dispositions relatives à la copie de sauvegarde.....	14
4.5 Assistance aux candidats et échanges d'informations	15
4.6 Signature des documents transmis par le candidat.....	15
ARTICLE 5. PRESENTATION DES OFFRES.....	15
ARTICLE 6. CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES.....	16
ARTICLE 7. VISITE DES LIEUX	19
ARTICLE 8. PART D'EXÉCUTION RÉSERVÉE AUX PME OU A DES ARTISANS	20
ARTICLE 9. DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL	20
9.1 Téléchargement	20
9.2 Suite donnée à la consultation	20
9.3 Litiges	20
ARTICLE 10.ANNEXES	20

Article 1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Contexte

Le syndicat Bil Ta Garbi, dans le cadre du renouvellement du contrat d'exploitation de l'UVEOR de Canopia, souhaite faire évoluer et moderniser son installation, dans l'objectif de répondre aux enjeux réglementaires s'imposant à la filière, et notamment en lien avec la loi AGEC (Anti-Gaspillage et Economie Circulaire) du 10/02/2020 et celui de contribuer à la transition énergétique engagée sur le territoire. Il souhaite également que l'énergie ainsi produite puisse bénéficier en priorité localement.

Le projet est donc défini conformément aux orientations régionales définies dans le SRADDET de Nouvelle-Aquitaine (réduction de la production des déchets, maximisation de leurs valorisations et réduction de l'enfouissement)

Il s'inscrit également en lien avec :

- l'adoption du plan d'action déchets 2021-2026 du Syndicat par délibération du Comité Syndical en date du 09/02/2022
- l'adoption du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) par délibération du Comité Syndical en date du 13/12/2023
- l'adoption du plan de transition énergétique par délibération du Comité Syndical en date du 17/09/2025

Aujourd'hui, l'unité actuelle de Canopia permet de valoriser la part fermentescible des ordures ménagères, d'une part via la production d'un amendement organique (compost répondant à la norme NFU 44-051) et d'autre part via la production d'énergie (électricité et chaleur).

Les candidats souhaitant soumissionner au projet de modernisation devront proposer une solution technique permettant à l'unité d'aller plus loin, de prendre en charge l'ensemble des ordures ménagères résiduelles du territoire de Bil Ta Garbi mais aussi de :

- **Optimiser la valorisation des déchets**
 - Réduire autant que possible la production de refus ultimes via le développement de la valorisation matière
 - Accompagner l'arrêt, à terme, du retour au sol de la matière organique issue des ordures ménagères et utiliser cette matière pour de la valorisation énergétique
- **Maximiser la production énergétique**
 - Augmenter la production de biogaz
 - Opter à court ou moyen terme vers l'injection biogaz
 - Produire les énergies (électricité, chaleur) nécessaires au fonctionnement de l'unité et pouvant alimenter un Réseau de Chaleur Urbain
- **Maîtriser l'ensemble des opérations de traitement**
 - Garantir un coût stable et soutenable
 - Consolider la capacité du Syndicat Bil Ta Garbi à gérer de façon autonome les déchets générés sur son périmètre
 - Insérer de manière optimale l'installation dans son environnement

1.2 Nature et objet du marché

Le contrat, objet de la présente consultation, est un marché public global de performance au sens des articles L.2171-3 et R.2171-3 du Code de la commande publique.

Il a pour objet la **conception, la réalisation de travaux de modernisation de l'unité de valorisation énergétique et organique CANOPIA** (ci-après « UVEOR »), son exploitation et sa maintenance.

Lieux d'exécution : 110 avenue Henri de Navarre 64 100 BAYONNE

Le DCE est disponible sur la plateforme de dématérialisation : <https://demat-ampa.fr>

La présente consultation est organisée, dans le respect du Code de la Commande Publique, selon une **procédure de dialogue compétitif**, en application des dispositions des articles R.2161-24 à R.2161-31 du Code de la commande publique, en raison de sa complexité notamment liée à ses clauses de performance, et au fait que le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de définir les spécifications techniques avec une précision suffisante au regard des avancées technologiques existantes et à venir à court terme.

1.3 Décomposition en tranches

Le marché comporte une Tranche Ferme (TF) et une Tranche Optionnelle (TO1).

1.4 Durée du marché – Reconduction

1.4.1 Durée du marché – Reconduction

La durée prévisionnelle globale du marché est de 96 mois maximum à compter de sa notification.

Le marché ne prévoit pas de reconduction.

1.4.2 Date prévisionnelle de démarrage de la prestation

Juin 2027.

1.4.3 Calendrier prévisionnel de la procédure

Le calendrier **prévisionnel** de la procédure donné à **titre indicatif** est le suivant :

Evènements	Calendrier prévisionnel donné à titre indicatif
Avis de marché envoyé à publication	16/01/2026
Remise des candidatures	20/02/2026
Sélection des candidats	Février 2026
Remise des offres initiales	27 mai 2026
Dialogue	entre juin 2026 et novembre 2026
Réception des offres finales	Février 2027
Choix et attribution de l'offre	Avril 2027
Notification du Marché	Mai 2027
Démarrage de l'exploitation du site	Juillet 2027

1.5 Marché réservé

Le marché n'est pas réservé.

1.6 Modalités essentielles de financement et de paiement

1.6.1 Modalités essentielles de financement

Les prestations du marché sont financées par le budget du Syndicat BIL TA GARBI, alimenté par les contributions des adhérents, les prestations facturées aux adhérents et clients.

1.6.2 Modalités essentielles de paiement

Le marché est à prix mixtes avec des prix forfaitaires et des prix unitaires.

Le Titulaire du marché sera réputé avoir établi ou fait établir l'ensemble des études lui permettant de s'engager, par son offre finale, sur des prix définitifs.

Conformément à l'article L.2191-6 du Code de la Commande Publique, la rémunération du Titulaire pour les prestations d'exploitation et de maintenance ne pourra contribuer au paiement des prestations de conception et de réalisation. Pour chaque phase d'exécution du marché, l'acte d'engagement fera ressortir, de manière séparée, la rémunération du Titulaire pour ses prestations de conception et de réalisation, d'une part, et pour ses prestations d'exploitation et de maintenance, d'autre part.

1.7 Conditions particulières d'exécution

1.7.1 Identification du (des) concepteur(s)

Pour la mise en oeuvre de l'article L. 2171-7 du Code de la Commande Publique, **la lettre de candidature puis l'acte d'engagement** identifieront l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception et du suivi de sa réalisation.

La mission de maîtrise d'oeuvre incombant au(x) concepteur(s) comprendra les missions et éléments de mission définis aux articles R2431-4 et R2431-5 du code de la commande publique.

1.7.2 Autres tâches essentielles devant être effectuées par un membre déterminé du groupement

Le mandataire du groupement assurera la coordination de l'ensemble des intervenants.

1.7.3 Transfert de personnel

Conformément à l'article L 1224-1 du code du travail et à la jurisprudence administrative, le marché est soumis aux dispositions relatives au transfert de personnel annexées à la convention collective nationale des activités du déchet (CCNAD) du 11 mai 2000, dans leur version et extension en vigueur à la date de notification dudit marché.

La liste des personnels actuels est jointe au DCE.

Article 2. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

2.1 Contenu du dossier de consultation

2.1.1 Consistance du dossier de consultation

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

Pièce n°0 : Le présent règlement de consultation et ses annexes, à savoir :
<ul style="list-style-type: none">• Pièce n°0.1 : contenu des offres• Pièce n°0.2 : Synthèse candidature
Pièce n°1 : Un cadre d'Acte d'Engagement avec ses annexes, à savoir :
<ul style="list-style-type: none">• Pièce n°1.1 : Cahier des engagements• Pièce n°1.2 : Tableau des engagements• Pièce n°1.3 : Cahier des garanties souscrites• Pièce n°1.4 : Planning et délais• Pièce n°1.5 : Répartition détaillée des prestations
Pièce n°2 : Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes, à savoir :
<ul style="list-style-type: none">• Pièce n°2.1 : Liste et contenu des études et documents• Pièce n°2.2 : Réfections, Pénalités et Clauses incitatives
Pièces n°3 : Pièces techniques
<ul style="list-style-type: none">• Pièce n°3.1 : Programme technique fonctionnel et performanciel détaillé conception réalisation• Pièce n°3.2 : Programme technique fonctionnel et performanciel détaillé exploitation-maintenance• Pièce 3.3 : Cadre du SOPAQ
Pièces n°4 : Cadres du mémoire technique des candidats
<ul style="list-style-type: none">• Pièce 4.1.1 : Cadre de synthèse de l'offre• Pièce 4.1.2 : Cadre du résumé des surfaces• Pièce 4.1.3 : Cadres du résumé descriptifs techniques procédés• Pièce 4.1.4 : Cadres de réponses équipements et fournisseurs• Pièce 4.1.5 : Cadres de bilans matières• Pièce 4.1.6 : Cadres de réponses bâtiments• Pièce 4.1.7 : Cadres de réponses VRD• Pièce 4.1.8 : Cadres de présentation bilan énergétique• Pièce 4.1.9 : Cadres planning hebdomadaire de fonctionnement• Pièce 4.1.10 : Cadre insertion paysagère• Pièce 4.1.11 : Pièces d'usures• Pièce 4.1.12 : Pièces 1ère urgence• Pièce 4.1.13 : Cadre consommations électriques• Pièce 4.1.14 : Liste engins d'exploitation• Pièce 4.1.15 : Liste outillage• Pièce 4.1.16 : Liste équipements de bureaux et locaux d'exploitation• Pièce 4.1.17 : Liste des sous-traitants
Pièces n°5 : Annexes techniques :
<ul style="list-style-type: none">• Pièces 5.1 : Documents généraux

- 5.1.1 Convention relative aux utilités communes (Bil Ta Garbi et Valortegia)
- 5.1.2 Convention spéciale de déversement des eaux usées non domestiques de l'établissement
- 5.1.3 DCE Evacuation des refus
- 5.1.4 Protocole chargement/déchargement
- 5.1.5 Contrat actuel d'injection d'électricité
- 5.1.6 Besoins et profil de consommation RCU
- 5.1.7 Etudes géotechniques (G11 et G12)
- 5.1.8 Parcours ronde surveillance centre de tri
- **Pièces 5.2 : Données relatives à la nature et aux quantités de déchets**
 - 5.2.1 Rapports annuels Bil Ta Garbi
 - 5.2.2 Caractérisation OMR
 - 5.2.3 Caractérisation refus centre de tri
- **Pièces 5.3 : Données sur l'installation**
 - 5.3.1 Plans
 - 5.3.2 PID
 - 5.3.3 Diagnostic visuel des bâtiments
 - 5.3.4 Suivi exploitation hebdomadaire exploitant
 - 5.3.5 Tableaux bord exploitation
 - 5.3.6 Rapports annuels d'activité
 - 5.3.7 Rapports mensuels d'exploitation
 - 5.3.8 Tableaux de suivi exploitation par Bil Ta Garbi
 - 5.3.9 Documentation Nez électronique
 - 5.3.10 Liste des pièces de rechange
 - 5.3.11 Liste des équipements TMB
 - 5.3.12 Liste complète du personnel (intégrée dans 5.3.6)
 - 5.3.13 Liste contrats de maintenance (intégrée dans 5.3.6)
 - 5.3.14 Suivi des dépenses GER
 - 5.3.15 Compteur horaire des équipements
 - 5.3.16 Analyses des eaux
 - 5.3.17 Données techniques broyeur
 - 5.3.18 Analyses biogaz
 - 5.3.19 Analyses physico-chimiques des refus
 - 5.3.20 Documents liés aux travaux 2024
- **Pièces 5.4 : Documents réglementaires**
 - 5.4.1 Arrêté préfectoral du site
 - 5.4.2 Rapport inspection DREAL
 - 5.4.3 Rapport inspection et maintenance sur les équipements
 - 5.4.4 Rapports rejets atmosphériques traitement de l'air
 - 5.4.5 Rapports rejets atmosphériques combustion
 - 5.4.6 Note Analyse des Meilleurs techniques disponibles
 - 5.4.7 Mise à jour de l'étude de danger

Pièces n°6 : Cadres financiers, comprenant notamment les onglets suivants :

- Pièce 6.1. Détail des coûts de conception et des travaux par phase
- Pièce 6.2. Détail du GER
- Pièce 6.3. Compte d'exploitation annuel moyen par phase
- Pièce 6.4. Compte d'exploitation prévisionnel par phase sur la durée du contrat
- Pièce 6.5. Cadre d'estimation du coût global du marché BPU-DQE

BIL TA GARBI se réserve le droit d'apporter des compléments au dossier de consultation jusqu'à l'invitation des candidats à présenter leur offre finale.

2.1.2 Obtention du dossier de consultation

Les dossiers de consultation ne sont pas disponibles sur support papier.

Il sont disponibles en libre accès sur la plateforme de dématérialisation : <https://demat-ampa.fr>

Les soumissionnaires auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation, documents et renseignements complémentaires **dès la publication de l'avis d'appel public à concurrence** via le site internet <https://demat-ampa.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader) ;
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble Microsoft Office, OpenOffice, ou encore la visionneuse de Microsoft ...)
- .dwg pour les plans topographiques.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

2.1.3 Demande de renseignements

Phase candidatures : Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la **phase de candidatures**, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur **au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des candidatures**.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier après identification, **3 jours au plus tard** avant la date limite de réception des candidatures.

Phase offre : Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la **phase offres**, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur **au plus tard 20 jours avant la date limite de réception des offres**.

Une réponse sera alors adressée aux seules entreprises admises à présenter une offre, **10 jours au plus tard** avant la date limite de réception des offres.

Phase offres finales : pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la phase offres finales, les candidats admis à remettre une offre finale, devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur dans le délai qui leur sera communiqué dans le courrier d'invitation à remettre une offre finale.

Une réponse sera alors adressée dans le délai indiqué dans le courrier d'invitation à remettre une offre finale.

2.1.4 Modifications de détail du dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation :

- Au plus tard quinze (10) jours avant la date limite de réception des candidatures ;
- Au plus tard quinze (15) jours avant la date limite de réception des offres initiales ;
- Au plus tard jusqu'à la date d'envoi des invitations à présenter les offres intermédiaires ;
- Au plus tard jusqu'à la date d'envoi des invitations à présenter les offres finales.

Dans ce cas, le candidat doit répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation ni tenter aucun recours à ce sujet.

Si la date limite de réception des offres initiales (intermédiaires ou finales) est reportée, les alinéas précédents sont applicables en fonction de la nouvelle date limite de réception desdites offres.

2.1.5 Précisions et clarifications

BIL TA GARBI se réserve le droit de demander aux candidats des précisions, clarifications, perfectionnements ou compléments sur leur offre finale.

Lesdites demandes ne peuvent avoir pour effet de modifier les aspects essentiels de l'offre finale, notamment les besoins et exigences indiqués dans les documents de la consultation, lorsque les modifications apportées seraient susceptibles de fausser la concurrence ou d'avoir un effet discriminatoire.

2.2 Procédure mise en œuvre

La présente consultation est organisée, dans le respect du Code de la Commande Publique, selon une **procédure de dialogue compétitif**, en application des dispositions des articles R.2161-24 à R.2161-31 du Code de la commande publique.

Le dialogue s'organisera à la fois à l'écrit, à travers des questions complémentaires adressées à chaque candidat et à l'oral, à travers l'organisation de réunions de dialogue.

Au cours du dialogue, chaque candidat invité à participer doit produire une offre initiale et pourra être amené à produire une ou plusieurs offres intermédiaires.

A cet effet, il se réserve notamment le droit :

- de demander la production d'offres intermédiaires supplémentaires,
- d'organiser des réunions individuelles supplémentaires

Lorsqu'il estime que le dialogue est arrivé à son terme, BIL TA GARBI en informe les candidats et les invite à présenter leur offre finale sur la base de la ou des solutions qu'ils ont présentées et spécifiées au cours du dialogue.

La procédure de dialogue ne comportera pas de phases successives au sens de l'article R2161-27 du code de la commande publique.

2.3 Mode de dévolution

2.3.1 Interdiction des candidatures multiples

Il est interdit à une même entreprise de présenter, pour le marché, plusieurs candidatures en agissant comme membre ou comme mandataire de plusieurs groupements.

Les candidatures qui méconnaîtraient l'interdiction ci-dessus seront éliminées.

2.3.2 Intangibilité du groupement candidat

Sans préjudice de l'article L. 2141-13 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat ne peut être modifiée jusqu'à la date de signature du marché public.

Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au maître de l'ouvrage l'autorisation de continuer à participer à la présente procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation du maître de l'ouvrage, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants et/ou entreprises liées.

Le maître de l'ouvrage se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et/ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies dans le présent règlement pour la phase candidatures.

2.3.3 Forme que devra revêtir le groupement auquel le marché serait attribué

En cas de cotraitance, le pouvoir adjudicateur n'exige pas que le groupement auquel le marché serait attribué revête une forme déterminée.

Compte tenu de l'objet du marché et de ses conditions d'exécution, il est précisé que, pour la bonne exécution du marché, qui suppose la réalisation et l'articulation, par un titulaire unique de plusieurs prestations, le groupement attributaire devra prendre la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

En cas de groupement, le mandataire sera l'opérateur économique en charge de l'exploitation maintenance de l'UVEOR.

2.4 Indemnisation des candidats

Chaque candidat ayant remis une offre finale comprenant des prestations complètes et conformes au dossier de consultation recevra une prime d'un montant maximal de 50 000 € euros hors taxe, taxe sur la valeur ajoutée en sus au taux en vigueur.

La rémunération à verser au titre du marché tiendra compte de la prime reçue par l'attributaire : la rémunération de l'attributaire du marché et figurant à l'Acte d'Engagement comprend ainsi le montant de cette prime.

Les modalités de réduction et de suppression de la prime sont les suivantes :

- Offre finale réceptionnée après expiration du délai imparti à cet effet : suppression ;
- Offre finale incomplète :
 - Absence d'un des éléments techniques et/ou graphique demandés à l'article 5 ci-après et/ou dans la lettre d'invitation à présenter leur offre finale : réduction de 5 % par élément manquant ;
- Offre finale incompatible avec le DCE : abattement forfaitaire de 25 %.

Les réductions ci-avant sont cumulatives.

Le pouvoir adjudicateur apprécie les offres incomplètes et/ou ne répondant pas au présent règlement ; il procède à la fixation définitive de la prime attribuée à chacun des candidats selon les prescriptions ci-avant.

Le versement de la prime aux candidats s'effectue sur la base de la décision du pouvoir adjudicateur dans un délai maximal de trente (30) jours, à compter de la date de réception de la demande de paiement correspondante.

Pour la facturation, les candidats produiront une facture unique (en deux exemplaires) portant sur la totalité de la prime (sauf cas évoqués ci-dessus), accompagnée d'un relevé d'identité bancaire. Dans le cas d'un groupement, le mandataire établira une facture à son nom accompagnée des courriers d'accord des cotraitants (éventuellement sous-traitants déclarés dans la candidature) l'habilitant expressément à percevoir la prime pour le groupement.

2.5 Achats complémentaires et/ou similaires

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire application du R. 2122-7 du CCP afin de négocier directement avec le titulaire, sans publicité préalable ni remise en concurrence de celui-ci, un ou des marchés ayant pour objet la prestation de services et/ou l'exécution de travaux similaires à ceux qui seront prévus dans le marché initial.

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres finales est fixé à neuf (9) mois à compter de la date limite de réception desdites offres.

Article 3. SELECTION DES CANDIDATS ADMIS A REMETTRE UNE OFFRE

3.1 Visite des lieux d'exécution en phase de candidatures

Il n'est pas prévu de visite du Pôle Canopia au stade de la candidature.

Le site est en exploitation, les candidats ne sont pas admis à se rendre sur les lieux d'exécution du marché.

3.2 Présentation des candidatures

Les candidatures des concurrents seront entièrement rédigées en langue française.

Si elles sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans la candidature.

Les candidats doivent produire les documents suivants et remplir l'annexe 0.2 correspondante :

1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession
<ul style="list-style-type: none">- Lettre de candidature (modèle DC 1 dernière version ou équivalent) en cas de groupement, par chaque membre du groupement ou par le mandataire seul s'il est dûment habilité (produire les habilitations de chaque co-traitant)- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L. 2141-1 à L.2141-11 et L. 2341-7 du Code de la Commande Publique et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du

travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.
- Déclaration du candidat (modèle DC2 dernière version ou équivalent).
Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat .
2) Aptitude à exercer l'activité professionnelle
Une preuve de l'inscription du (ou des) candidat(s) sur un registre professionnel (extrait K ou Kbis par exemple).
3) Capacité économique et financière
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (sur papier libre ou DC2).
- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.
- Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le maître de l'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.
4) Capacité technique et professionnelle
4.1. Capacités professionnelles : liste des principales missions effectuées au cours des trois dernières années sauf pour les prestations de travaux au cours des cinq dernières années :
- Dans le domaine de la conception et la Réalisation d'unités de tri et de traitement de déchets (tri sur OMR avec méthanisation, production de CSR, stabilisation et/ou compostage etc.), y.c. architecte, avec indication de la capacité annuelle, du montant de la prestation et le montant de l'opération en €HT, de la date de réalisation et du destinataire public ou privé.
- Dans le domaine de la conception et la réalisation d'unités de valorisation énergétique de déchets (dont CSR), avec indication de la capacité annuelle, du montant de la prestation et le montant de l'opération en €HT, de la date de réalisation et du destinataire public ou privé.
Dans le domaine de l'exploitation, l'entretien, le renouvellement et la maintenance d'unités de tri et traitement de déchets (tri sur OMR avec méthanisation, production de CSR, stabilisation et/ou compostage etc.) avec indication de la capacité annuelle
- Dans le domaine de l'exploitation, l'entretien, le renouvellement et la maintenance d'unités de valorisation énergétique avec indication de la capacité annuelle.
- En maîtrise d'œuvre pour des objets industriels de complexité et nombre d'interfaces comparables au projet (préparation de déchets, méthanisation + valorisation énergétique) : infrastructures, process, bâtiments, VRD, du montant de la prestation et le montant de l'opération en €HT, de la date de réalisation et du destinataire public ou privé.
4.2. Capacités techniques
- Capacités et garanties techniques présentées et aptitude à assurer la continuité du service public
- Déclaration des effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
- Titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestations de services objet du présent marché

- | |
|---|
| - Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour l'exécution du marché. |
|---|

5) Assurances : attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité.

Pour justifier des capacités techniques, professionnelles et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, **le candidat produit les mêmes documents** concernant ces opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

Dans ce cas, ils justifient des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la **preuve** qu'ils en disposeront pour l'exécution du contrat. Pour ce faire, les candidats produisent alors une **déclaration** du ou des opérateurs économiques présentés ou, plus généralement, un engagement formalisé en ce sens (CE, 15 mars 2019, SAGEM, n° 413584).

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement **est globale**. Il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

3.3 Jugement des candidatures

Les candidats suivants seront éliminés :

- Ceux dont le dossier de candidature aura été réceptionné après la date et l'heure limite de réception des candidatures ;
- Ceux qui, le cas échéant après mise en œuvre de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, auront produit un dossier de candidature incomplet ;
- Ceux qui, au vu de leur déclaration sur l'honneur ou de la pièce équivalente figurant dans leur dossier de candidature, ne peuvent soumissionner en vertu des articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.

Il est précisé que :

- L'appréciation des capacités d'un groupement sera globale : il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public ;
- L'absence de références relatives à l'exécution de marchés publics de même nature ne pourra justifier, à elle seule, l'élimination d'un candidat.

3.4 Variantes

BIL TA GARBI n'exige pas la présentation de variantes.

Les variantes libres ne sont pas autorisées. Les variantes libres ne seront pas examinées.

Article 4. CONDITIONS D'ENVOI DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1 Nature des communications et échanges d'informations avec les candidats

Les communications et les échanges d'informations liées à la présente consultation sont effectués uniquement par voie électronique, conformément à la réglementation.

4.2 Conditions générales d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

Les candidats ont l'obligation de déposer leurs candidatures et leurs offres exclusivement de manière dématérialisée sur la plateforme : www.demat-ampa.fr.

Les candidatures et les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs candidatures ou offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, **seule la dernière reçue dans le délai fixé sera ouverte**.

La présentation sur un support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.

L'envoi des candidatures et des offres par voie postale ou leur remise contre récépissé **ne sont pas autorisés**.

4.3 Conditions d'envoi par transmission électronique

La transmission dématérialisée est effectuée via le profil d'acheteur suivant : www.demat-ampa.fr.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception constitue une candidature ou une offre électronique remise dans les délais. Une candidature ou une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des candidatures, constitue une candidature ou offre reçue hors délai.

Prescriptions relatives aux fichiers informatiques

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros". Les formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf".

Règles de nommage des fichiers dans le cadre de la réponse du candidat

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter à minima la dénomination commerciale abrégée du candidat. La dénomination des documents de la candidature est importante : elle doit être la plus simple et la plus courte possible pour permettre à l'acheteur d'identifier le fichier sans devoir l'ouvrir.

4.4 Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

Les candidatures et offres électroniques peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique.

L'acheteur autorise les copies de sauvegarde sous forme de support physique électronique ou sous forme papier. Formats autorisés en matière de support physique électronique : CD-Rom, DVD-ROM, clé USB.

Conditions d'envoi de la copie de sauvegarde :

Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'acheteur dans les délais impartis pour la remise des candidatures. Ce pli, fermé, doit mentionner « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter également le nom de l'opérateur économique candidat, l'identification de la procédure et l'éventuel lot concerné. La copie de sauvegarde ne peut être commune à l'ensemble des lots pour lesquels candidate éventuellement l'opérateur économique.

Conditions d'ouverture de la copie de sauvegarde :

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas qui suivent : lorsque la candidature électronique contient un programme informatique malveillant ou virus; lorsque la candidature électronique est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ; lorsque la candidature électronique n'a pas pu être ouverte par l'acheteur. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte par l'acheteur, elle est détruite dès l'éventuel rejet de la candidature ou à l'issue de la procédure.

4.5 Assistance aux candidats et échanges d'informations

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure.

Les questions des candidats ainsi que les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur mais aussi les échanges éventuels en cours d'examen des candidatures, comme les demandes de pièces complémentaires ou de précisions, l'éventuelle demande de régularisation et même les notifications des décisions (lettre de rejet, etc..) sont opérées par voie électronique au moyen du profil d'acheteur.

4.6 Signature des documents transmis par le candidat

La signature des éléments de l'offre y compris l'acte d'engagement **n'est pas obligatoire** au stade de la remise des offres.

Seule l'offre retenue sera signée avec le candidat attributaire.

Elle pourra se faire par signature électronique si le candidat retenu a mis en place cette procédure dans son entreprise. Dans le cas contraire, la signature sera manuscrite et le contrat sera numérisé.

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dument habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). Ce document d'habilitation, transmis électroniquement à l'acheteur, est signé par les autres membres du groupement. Cette signature peut être électronique.

Elle peut aussi être manuscrite et le document d'habilitation scanné, dans ce cas l'original pourra être exigé par l'acheteur en cas d'attribution.

Pour rappel, les formats de signature acceptés sont les formats XAdES, PAdES, CAdES. La signature électronique doit être une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié conforme au règlement eIDAS. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du RGS restent valables jusqu'à leur expiration.

Article 5. PRESENTATION DES OFFRES

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Les candidats doivent remettre tous les éléments définis **en pièce 0.1** en annexe au présent règlement de consultation.

Le candidat **est tenu de s'y conformer** pour le rendu de son offre, tant dans le contenu que dans la reprise de la numérotation indiquée.

Article 6. CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Seront écartées de l'analyse des offres :

- Les offres réceptionnées après expiration du délai imparti à cet effet ;
- Les offres inappropriées au sens de l'article R. 2152-1 du CCP ;
- Les offres anormalement basses pour lesquelles aucune justification satisfaisante n'aura été apportée au sens de l'article R. 2152-3 du CCP ;
- Le cas échéant après mise en œuvre de l'article R. 2152-1 du CCP :
 - Les offres irrégulières au sens de de l'article R. 2152-1 du CCP ;
 - Les offres inacceptables au sens de de l'article R. 2152-1 du CCP.

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse parmi les offres finales restantes, ce en fonction des critères et sous-critères énoncés ci-après :

CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES		Pondération	Correspondance avec les mémoires de l'offre
Critère 1	Coût global de l'offre	22,0%	
Sous-critère 1.1	Coût de conception et des travaux	12,0%	6. Mémoire prix
Sous-critère 1.2	Coût de l'exploitation-maintenance sur une durée maximale de 8 ans	10,0%	6. Mémoire prix
Critère 2	Qualité de l'exploitation-maintenance et organisation en vue de respecter la continuité du service public et les engagements pris	20,0%	
Sous critère 2.1	Volet social – qualité – sécurité – certifications	1,0%	Mémoire 2.1
Sous critère 2.2	Qualité de l'organisation et des moyens techniques et humains mis en œuvre pour l'exploitation de l'installation	7,0%	Mémoire 2.2
Sous critère 2.3	Organisation de l'entretien, de la maintenance du site et des équipements et du GER pour l'ensemble des installations	6,0%	Mémoire 2.3
Sous critère 2.4	Organisation de l'exploitation en mode dégradé	4,0%	Mémoire 2.4
Sous critère 2.5	Organisation et méthodologie proposées pour garantir la transparence des données d'exploitation pendant toute la durée du contrat et faciliter le contrôle et le suivi des performances	2,0%	Mémoire 2.5
Critère 3	Niveau et qualité des engagements de performances	28,0%	
Sous-critère 3.1	Niveau et qualité (justification et méthodologie de mesure et de contrôle) des engagements de performance techniques sur site hors refus, détournements et recettes de valorisation énergétique	6,0%	Mémoires 3.0, 3.1, 3.2, 3.5, 3.6, 3.7, 3.8
Sous-critère 3.2	Niveau et qualité (justification et méthodologie de mesure et de contrôle) des engagements de performances environnementales et conditions de travail	4,0%	Mémoire 3.4
Sous-critère 3.3	Niveau et qualité (justification et méthodologie de mesure et de contrôle) des engagements de capacités	3,0%	Mémoire 3.3
Sous-critère 3.4	Le coût de traitement des refus supporté par BTG et directement lié à la quantité de refus produits par l'installation, sur la base de son coût de traitement actuel et de l'évolution de la TGAP.	7,0%	6. Mémoire prix
Sous-critère 3.5	Le coût de traitement des déchets détournés pendant les périodes d'indisponibilité partielle ou totale du site sur la base des engagements de performance, de son coût de traitement actuel et de l'évolution de la TGAP.	1,0%	6. Mémoire prix
Sous-critère 3.6	Les recettes de valorisation énergétique perçues directement par BTG, sur la base des engagements de performance et des prix unitaires actuels (biogaz, électricité, chaleur)	7,0%	6. Mémoire prix
Critère 4	Qualité et pertinence des équipements, de la conception technique et de la réalisation des travaux d'optimisation de l'unité	25,0%	
Sous-critère 4.1	Pertinence et qualité de l'architecture, implantation générale, intégration urbaine et paysagère	2,0%	Mémoire 4.1
Sous-critère 4.2	Pertinence et qualité des équipements et des ouvrages mis en œuvre au regard des objectifs de BIL TA GARBI	7,0%	Mémoire 4.2
Sous-critère 4.3	Pertinence et qualité des Bâtiment / génie civil / VRD	5,0%	Mémoire 4.3
Sous-critère 4.4	Sécurité, hygiène, ergonomie, sécurité incendie	4,0%	Mémoire 4.4
Sous-critère 4.5	Qualité environnementale et limitation des nuisances	3,0%	Mémoire 4.5

Sous-critère 4.6	Organisation, moyens et procédures pour le pilotage et le suivi des prestations, planification, organisation du chantier, gestion de la coactivité chantier/exploitation)	2,0%	Mémoire 4.6
Sous-critère 4.7	Pertinence et cohérence du planning	2,0%	Mémoire 4.7
Critère 5	Niveau des engagements juridiques	3,0%	Mémoire 2.1.5, 7
Critère 6	Part d'exécution du marché que le soumissionnaire s'engage à confier à des PME ou à des artisans	2,0%	Mémoire 5.
TOTAL		100,0%	

Article 7. VISITE DES LIEUX

Il n'est pas prévu de visite du Pôle Canopia au stade de la candidature.

Une visite est **obligatoire** pour les candidats admis à remettre une offre initiale.

Lors de cette visite, les installations du **Pôle Canopia** seront visitées.

La date, lieu et horaire de la visite sera communiquée aux candidats admis à présenter une offre. La visite du site pourra se dérouler sur une demi-journée, ou une journée ou plusieurs journées.

Ces modalités seront précisées aux candidats sélectionnés dans l'invitation à remettre une offre initiale.

La date prévisionnelle de la visite obligatoire pour la phase offre est mars 2026.

Pour des raisons d'organisation et de sécurité, chaque groupement ne pourra être représenté que par six (6) personnes au plus.

Une confirmation écrite sera adressée au mandataire de chaque groupement précisant le lieu, la date et l'heure de ladite visite, ainsi que les conditions d'accès au site.

Les questions qui pourraient être posées par les candidats à l'occasion de la visite devront impérativement être confirmées sur la plateforme de dématérialisation.

Les réponses à ces questions seront apportées à tous les candidats via cette même plateforme.

Les modalités de visite sont les suivantes :

- Les échanges entre les représentants des candidats et les représentants du maître de l'ouvrage seront limités à la seule prise de connaissance du site et, le cas échéant, à la compréhension de la conception et du fonctionnement des installations existantes, sans que ne soit délivrée aucune autre information ;
- Le candidat n'est pas admis à formuler des questions orales ou des demandes de précisions relatives au contenu technique ou administratif de la consultation. Les éventuelles questions devront être formulées par écrit suivant les modalités définies à l'article 2.1.3 du présent règlement de la consultation ;
- La prise de photos lors de la visite est libre (sauf les agents d'exploitation) ;
- Un récépissé de visite sera remis aux candidats

A l'issue de la première visite, une (1) visite commune complémentaire pourra être organisées, sur demande des candidats admis à remettre une offre.

Le candidat désirant participer à ladite visite complémentaire en informera Bil Ta Garbi avant la date de la visite par courriel (e-mail) à l'adresse indiquée dans le courrier d'invitation à remettre une offre initiale.

La date prévisionnelle de la visite complémentaire pour la phase offre est avril 2026.

Ces visites individuelles seront organisées suivant les mêmes modalités que celle de la visite commune, y compris pour les modalités de formulation des questions et des réponses à ces questions.

Article 8. PART D'EXÉCUTION RÉSERVÉE AUX PME OU A DES ARTISANS

Conformément aux articles L.2171-8 et R.2171.23 du Code de la commande publique, les soumissionnaires doivent s'engager à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans, une partie de l'exécution du marché public global de performances, objet de la présente consultation.

La part est au minimum de 20 % du montant prévisionnel du marché conformément à l'article R.2171-23 du CCP.

Article 9. DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL

9.1 Téléchargement

L'organisateur de la consultation ne peut être tenu pour responsable du dépassement du délai de réception des candidatures et des offres (initiales, intermédiaires ou finales).

9.2 Suite donnée à la consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

Les candidats sont informés d'une telle décision, laquelle ne donnera lieu à aucune indemnisation.

9.3 Litiges

En cas de litige, les coordonnées de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Grefe du Tribunal Administratif de Pau

Villa Noulbos - 50 cours Lyautey

CS50543 | 64010 PAU Cedex

Téléphone : 05 59 84 94 40

Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Article 10. Annexes

Annexe 0.1 : CADRE D'OFFRE - SOMMAIRE ET CONTENU DES OFFRES

+ autre annexe